



18 octobre 2002

Deuxième Assemblée du FEM
Beijing, Chine
16-18 octobre 2002

DEUXIÈME ASSEMBLÉE DU FEM

DÉCLARATION DE BEIJING

La deuxième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial,

Réunie à Beijing (Chine) du 16 au 18 octobre 2002,

Exprimant sa profonde gratitude au Gouvernement et au peuple de la République populaire de Chine et les remerciant vivement de leur générosité, de leur hospitalité et des dispositions remarquables prises à l'égard de tous les Participants,

Prenant note des points de vue exprimés à l'Assemblée par les représentants des États participant au FEM,

Reconnaissant qu'une gestion de l'environnement au niveau de la planète profite à tous dans un monde se caractérisant par son intégration et son interdépendance et que le développement doit impérativement être durable pour pouvoir éradiquer la pauvreté et améliorer le sort de l'humanité,

Constatant que de profonds changements sont intervenus à l'échelle mondiale au cours des dix dernières années et soulignant l'importance des objectifs de développement du Millénaire et plus particulièrement celui « d'éviter à l'ensemble de l'humanité, et surtout à nos enfants et petits-enfants, d'avoir à vivre sur une planète irrémédiablement dégradée par les activités humaines et dont les ressources ne peuvent plus répondre à leurs besoins. »

Se félicitant des conclusions du Sommet mondial pour le développement durable, organisé à Johannesburg (Afrique du Sud) en août-septembre 2002, qui ont développé et renforcé la notion et les principes du développement durable, confirmé l'importance d'une action multilatérale au niveau mondial, rappelé le principe de responsabilités communes mais différenciées énoncé dans le Principe 7 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et placé aux premiers rangs des priorités la mise en oeuvre effective du plan d'exécution du Sommet,

Notant que, depuis la première Assemblée, le FEM a obtenu d'importants résultats en tirant efficacement parti de ses ressources pour préserver le patrimoine écologique mondial et promouvoir un développement durable, qu'il a renforcé et précisé sa structure institutionnelle, et que sa gestion et ses opérations sont devenues plus efficaces tant du point de vue des coûts que des résultats,

Se félicitant de l'aboutissement de la troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM qui comprend des contributions volontaires et dont le montant élevé (2,966 milliards de dollars, soit 2,341 milliards de DTS) donnera au FEM les ressources supplémentaires dont il a besoin pour faire face aux besoins de financement des nouveaux domaines d'intervention et de ceux qui existent déjà, tout en continuant à être attentif aux besoins et aux soucis des pays bénéficiaires,

Réaffirmant que l'objectif fondamental du FEM, énoncé dans l'*Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial*, est de fournir des moyens de financement nouveaux et supplémentaires destinés à couvrir les surcoûts convenus de mesures visant à améliorer la protection de l'environnement mondial dans un cadre de développement durable,

Faisant observer que le FEM est un mécanisme multilatéral d'un genre nouveau reposant sur un partenariat entre ses États membres et entre son Secrétariat, le STAP et les trois Agents d'exécution — PNUD, PNUE et Banque mondiale — dont l'action a fortement contribué à son évolution et à son succès,

Se félicitant du resserrement de la coopération avec la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel dans le cadre du mécanisme d'élargissement du rôle des organismes d'exécution,

Reconnaissant également que le FEM est le seul organisme de financement commun à plusieurs conventions, qu'il est maintenant la première source de financement expressément consacrée à la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et qu'il contribue aussi financièrement à l'application de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification,

Se félicitant des mesures prises pour resserrer encore davantage les liens avec les instances de ces conventions,

S'accordant à penser que le FEM doit continuer d'évoluer et d'appliquer les enseignements tirés de son action, prenant bonne note des décisions du Conseil et des points de vue et propositions des Participants, et puisant dans les analyses et les recommandations du Deuxième bilan global du FEM, de la Troisième reconstitution des ressources de la Caisse et du Rapport du Directeur général sur les politiques, les opérations et l'évolution future du FEM,

Convient que pour rendre le FEM encore mieux à même de s'acquitter de ses missions en évolution :

Élargissement du mandat du FEM

1. La dégradation des sols, surtout par la désertification et le déboisement, et les polluants organiques persistants doivent devenir de nouveaux domaines d'intervention du FEM. À cet égard, la décision qu'a approuvée l'Assemblée aux fins de la modification de l'*Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial* est jointe en annexe à la présente déclaration.
2. Rappelant la teneur du paragraphe 39 f) du Plan d'exécution du Sommet mondial sur le développement durable, l'Assemblée confirme que le FEM doit pouvoir faire office de mécanisme financier de la *Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique*, conformément au paragraphe 21 de cet instrument, si la Conférence des parties en décide ainsi. À cette fin, l'Assemblée demande au Conseil du FEM de se placer dans cette perspective avant de prendre les dispositions nécessaires.

Troisième reconstitution des ressources de la Caisse du FEM

3. L'Assemblée se félicite de la troisième reconstitution des ressources de la Caisse, à un niveau encore jamais atteint, et appelle les pays et les autres entités qui le peuvent à verser des contributions additionnelles au FEM.

Sommet mondial sur le développement durable

4. Par ses travaux, le FEM doit contribuer à l'application des résultats du Sommet mondial sur le développement durable en s'acquittant de son mandat et en tenant compte de la situation des pays les moins avancés (PMA) et des petits États insulaires en développement. Le FEM doit en particulier prendre en compte l'accent mis par le Sommet sur les initiatives régionales et sous-régionales, comme le NEPAD et le Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement, sur la participation de la population, l'implication des différents acteurs et les partenariats.

Renforcement des activités du FEM au niveau national

5. L'action du FEM ne peut être concluante que si le pays concerné la suscite et la reprend pleinement à son compte. Les activités du FEM doivent correspondre aux priorités nationales et être prises en compte dans les dispositifs nationaux de planification, tels que les stratégies de promotion d'un développement durable et les stratégies de réduction de l'incidence de la pauvreté. Il faut que le FEM s'entretienne avec chaque pays de la gamme des outils opérationnels et des instruments de programmation donnant accès à son aide (programme de microfinancements, activités habilitantes, projets de moyenne envergure, approche-programme et partenariats stratégiques) afin d'utiliser ceux qui conviennent le mieux pour répondre aux besoins et améliorer la performance et l'efficacité.

6. Au niveau national, le FEM doit continuer à renforcer son partenariat avec la société civile, et notamment avec les organisations non-gouvernementales, les populations locales et les organisations représentant les populations autochtones. À cet égard, le FEM doit ouvrir son programme de microfinancements à un plus grand nombre de pays, à commencer par les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

7. Les points focaux nationaux doivent être renforcés pour assumer efficacement leurs responsabilités au sein du FEM

Renforcement des capacités

8. Il est indispensable de renforcer les capacités pour obtenir des résultats et améliorer la performance au niveau national. Les besoins et priorités des pays bénéficiaires dans ce domaine doivent être recensés et abordés de façon systématique pour permettre à ces pays d'apporter une réponse efficace aux problèmes environnementaux de dimension planétaire. Lorsque l'on détermine qu'il est nécessaire de renforcer les capacités, de lever des obstacles structurels ou de favoriser des éléments qui contribuent au succès d'un projet, il faut d'abord répondre à ces besoins ou éliminer ces obstacles.

9. Pour renforcer les capacités, le FEM doit rechercher les synergies entre les conventions sur l'environnement mondial et coordonner les activités habilitantes et les actions de renforcement des capacités pour gagner en efficacité au plan des résultats comme à celui des coûts et mieux faire entrer les questions environnementales à caractère mondial dans le cadre des politiques de développement durable. Les projets de moyenne envergure doivent jouer un rôle important dans les actions que le FEM mène en faveur du renforcement des capacités, particulièrement dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement.

Planification stratégique

10. Le FEM doit renforcer son plan d'activité stratégique pour répartir au mieux ses ressources limitées entre les grandes priorités des domaines d'intervention et à l'intérieur de ceux-ci, en tenant compte des priorités nationales, afin que ces financements aient le plus grand impact possible sur l'amélioration de l'environnement mondial et favorisent l'adoption de politiques et méthodes environnementales rationnelles à l'échelle mondiale.

Cycle des projets

11. Le FEM doit continuer d'être un instrument à la pointe du progrès, ayant les pays pour moteur, créatif, attentif aux besoins et capable de programmer des effets positifs durables sur l'environnement mondial. À cet égard, il convient de revoir le cycle des projets, en coopération avec les Agents et organismes d'exécution et les points focaux nationaux au niveau technique, afin de le simplifier et de le rendre plus efficace, en tenant compte des enseignements et des résultats issus de son programme de suivi et d'évaluation.

Surcoût

12. Le FEM doit poursuivre ces efforts pour permettre aux pays et aux services des Agents et organismes d'exécution de mieux appréhender le principe du surcoût convenu et la notion d'effets positifs sur l'environnement mondial. Il faut s'efforcer de relier les effets salutaires sur l'environnement mondial aux surcoûts dans un cadre de négociation que les pays partenaires et le FEM utiliseront pour parvenir à un accord sur le montant à retenir, conscients que le processus de chiffrage doit être transparent, souple et pragmatique.

Rôle catalyseur

13. Le FEM doit davantage mettre l'accent sur son rôle de catalyseur pour favoriser la prise en compte de l'environnement dans les projets de développement ordinaires, faciliter la mobilisation de cofinancements et inciter à rééditer ailleurs, sur une beaucoup plus grande échelle, les projets réussis.

Transfert de technologie et secteur privé

14. Le FEM doit mettre l'accent sur le transfert de technologies par un renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé et de la coopération technologique Nord-Sud aussi bien que Sud-Sud.

15. Compte tenu des efforts déjà déployés pour faire participer les entreprises à ses projets, le FEM doit élaborer, en concertation avec le secteur privé, une stratégie nouvelle pour mieux associer cet acteur à son action en mettant davantage l'accent sur la nécessité de créer un environnement favorable et de concevoir des stratégies fondées sur le jeu du marché qui permettent de pérenniser les acquis et de favoriser la transposition des activités. La nouvelle stratégie doit avoir pour objectif de continuer à améliorer le mode opératoire du FEM afin que celui-ci multiplie les partenariats avec le secteur privé.

Mesurer la performance grâce à un renforcement du travail de suivi et d'évaluation

16. Le FEM doit veiller à ce que les objectifs et priorités stratégiques établis dans le plan d'activité stratégique se rattachent à des indicateurs de projet et de programme, notamment pour évaluer les résultats attendus qui peuvent être suivis et mesurés, afin que les progrès effectués dans la réalisation des objectifs stratégiques puissent être quantifiés.

17. À cet égard, le Groupe de suivi et d'évaluation du FEM doit, aux fins du travail d'évaluation, devenir une entité indépendante qui rend directement compte au Conseil. Le FEM doit adopter un mécanisme de diffusion des enseignements et des méthodes modèles pour que les résultats et les produits de ses projets soient réexploités plus systématiquement au profit du travail de planification et des futures interventions.

L'Assemblée remercie vivement Mohamed T. El-Ashry pour la détermination remarquable, le grand esprit d'initiative et la clairvoyance qu'il a montrés pour faire du FEM le premier mécanisme de financement de la protection de l'environnement mondial pendant les dix années de son mandat en qualité de premier Directeur général et Président du Fonds.

Annexe

Décision de la deuxième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial

La deuxième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial,

Rappelant le paragraphe 34 de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial,

Ayant examiné les modifications que le Conseil du FEM recommande d'apporter à l'Instrument,

1. Décide par consensus de modifier l'Instrument comme suit :

a) Modifier le paragraphe 2 en ajoutant les deux alinéas suivants :

« e) dégradation des sols, essentiellement par la désertification et le déboisement ;
et

f) polluants organiques persistants. »

b) Modifier le paragraphe 3 en le reformulant comme suit :

« Le surcoût convenu d'activités visant à améliorer l'environnement de la planète et concernant la gestion des substances chimiques peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux domaines d'intervention visés ci-dessus. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que lesdites activités contribuent à améliorer l'environnement mondial en assurant sa protection dans les domaines d'intervention. »

c) Ajouter la phrase suivante avant l'avant-dernière phrase du paragraphe 6 :

« Le FEM se tient également prêt à jouer le rôle de l'entité faisant office de mécanisme financier de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. »

d) Modifier l'avant-dernière phrase du paragraphe 6 en la reformulant comme suit :

« Dans ces différents cas, le FEM se conforme aux directives des Conférences des Parties, qui décident des politiques, des secteurs d'action prioritaires et des critères d'attribution des ressources aux fins des Conventions, et il leur rend compte. »

e) Modifier le paragraphe 21 f) en le reformulant comme suit :

« Assurer la coordination avec les Secrétariats des autres organismes internationaux concernés, en particulier les Secrétariats des Conventions visées au paragraphe 6 et les Secrétariats du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et de son Fonds multilatéral, et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique. »

2. *Invite* le Directeur général et Président du Fonds à présenter ces modifications aux Agents d'exécution et à l'Administrateur de la Caisse, et à leur demander de les adopter conformément à leurs règles de procédure et règlements respectifs.

3. *Invite* le Directeur général et Président du Fonds à informer tous les Participants de l'entrée en vigueur de ces modifications une fois approuvées par les Agents d'exécution et l'Administrateur de la Caisse.